L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureau : 72 rue de Chartres.
NOUVELLE-ORLEANS.
VENDREDI, 11 AVRIL 1890.

PETITES ANNONCES.

Académie française, espagnole et allemande (ou collège de Bellevue) No 203 rue Canal.

Enseignement de la langue anglaise aux commençants par une nouvelle méthode très-convenable. Pas de chaux. Leçons publiques. Dames et messieurs. 2 heures du matin à 9 heures du soir. 7 avril—

ON DEMANDE.

On demande—Au No 94 Esplanade, une domestique (couleur) pour s'occuper d'un petit ménage. S'adresser immédiatement. 11 avril—

DEMANDES D'EMPLOI.

Une personne de couleur, d'un âge mûr, pouvant donner les meilleures références, désirerait s'habituer à voyager, offre ses services à une famille qui voudrait s'absenter de la Nouvelle-Orléans et aller soit au Nord soit en Europe. S'adresser par lettres aux initiales A. B. 2278, bureau de l'Abeille. 26 mars—1 mois

No 38,713.—Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans—Division E.

Succession de Alexander Smith.

Attendu que Elizabeth P. Smith, femme divorcée de Alexander Smith, un résident de la ville et de l'Etat de New York, tutrice des enfants mineurs issus du mariage d'elle et dudit Morse—Mattie Wissee et Maxwell Baldwin Smith, a demandé à cette Cour l'autorisation de vendre à gré privé, et de transporter en l'Etat de la Louisiane la propriété appartenant aux dits mineurs

Et ayant par le présent donné à tous ceux que cela concerne de donner dans trente jours à partir de la première publication de cet avis, les raisons pourquoi l'application de la dite tutrice ne serait pas accordée.

Nouvelle-Orléans, 2 avril 1890.

HUGUES LAVERGNE,
3 avril—3 17—3 mai. Député-Greffier.

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de Alexander Levy.

Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans—No 27,744—Division E—Avis est par le présent donné aux créanciers de succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à fédaire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons qu'elles en ont pourquoi le compte présenté par John B. Vinet administrateur public et administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

R. A. LUMINAIS,
Greffier.

Succession de W. A. Junker.

Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans.—No 28,814.—Division C.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pourquoi le compte présenté par John B. Vinet administrateur public et administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

R. A. LUMINAIS,
Greffier.

Succession de Zachary Taylor Heap.

Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans.—No 28,451—Division C.

Les créanciers de la succession ci-dessus sont priés de faire connaître et de présenter un compte de leurs réclamations respectives, aussitôt que faire se pourra, au bureau de M. A. E. Tissot, avocat, No 52 rue Bienville. Les débiteurs de la dite succession sont invités à se rendre à même bureau et à acquitter le montant de leur dette.

JAMES McG. HEAP.
Administrateur.
1er avril—1, 5, 10.

AVIS AUX CREANCIERS.

Etat de la Louisiane—Cour civile de District pour la paroisse d'Orléans. No 29,532—Division C—Henry Kleck vs Ferdinand Kirchner—Ordre de Court—Que la session des biens du pétitionnaire Henry Kleck, soit et le même est par le présent ordonnée par la Cour au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue par devant Ferdinand Kirchner, notaire, le MARDI, 22me jour d'avril 1890, à 11 heures A. M., afin que le dit pétitionnaire leur soumette son état de ses affaires, et que les dits créanciers nomment un syndic ou syndics pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 9 avril 1890.

(Signé) ALBERT VOORHIES, Juge.

Pour copie conforme :

JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
11 avril—11 16 20

Etat de la Louisiane—Cour civile de District pour la paroisse d'Orléans.—No 29,710.—John Dendinger vs ses créanciers.—Ordre de Court—Que la session des biens du pétitionnaire John Dendinger soit accordée par la Cour au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue par devant Ferdinand Kirchner, notaire public, le 22me jour d'avril 1890, à 11 heures A. M., afin que le dit pétitionnaire leur soumette son état de ses affaires, et que les dits créanciers nomment un syndic ou syndics pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 9 avril 1890.

(Signé) ALBERT VOORHIES, Juge.

Pour copie conforme :

JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
11 avril—11 17 22

Etat de la Louisiane—Cour civile de District pour la paroisse d'Orléans.—No 29,787.—Pat King vs ses créanciers.—Ordre de Court—Que la session des biens du pétitionnaire soit acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers et il est ordonné qu'une réunion des créanciers de dit insolvable soit tenue par devant Ferdinand Kirchner, notaire le 22me jour de mai 1890 à 11 heures A. M., afin que le dit pétitionnaire soumette à ses créanciers son état de ses affaires, nomme deux ou trois syndics pour représenter les créanciers absents, et donne décharge de dite cession.

Nouvelle-Orléans, 12 mars 1890.

(Signé) ALBERT VOORHIES, Juge.

Pour copie conforme :

JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
28 mars—31 11 18

ATTRAIT SANS PRECEDENT!

PLUS D'UN MILLION DISTRIBUE.

L.S.L.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Incorporée par la Législature, dans un but de charité et pour aider au développement de l'industrie publique.

La création de la Compagnie a été ratifiée, par un vote populaire énorme, et renouvelée par la présente Constitution de l'Etat, adoptée le 2 décembre 1879.

Les grands tirages extraordinaires qui lui sont semestriellement (Juin et Décembre) et les grands tirages mensuels (Mars et Septembre) ont lieu tous les autres dix mois de l'année, et ont lieu lieu en public, à l'Académie de Musique, à la Nouvelle-Orléans.

L'ACADÉMIE DE MUSIQUE,

NOUVELLE-ORLEANS,

MARDI, 15 AVRIL 1890.

GROS LOT:

$300,000

100,000 Billets à Vingt Dollars; Demi-Billet $10;

Quart de Billet $5 00;

Dixième de Billet $2 00; Vingtième de Billet $1 00.

LISTE DES LOTS :

1 Lot de	$300,000, soit	$300,000
1 Lot de	100,000,	100,000
1 Lot de	50,000,	50,000
2 Lots de	25,000,	50,000
2 Lots de	10,000,	20,000
5 Lots de	5,000,	25,000
20 Lots de	1,000,	20,000
100 Lots de	500,	50,000
200 Lots de	300,	60,000
500 Lots de	200,	100,000

PRIX D'APPROXIMATION :

100 Lots de	$500, soit	$50,000
100 Lots de	$200,	20,000
100 Lots de	$200,	20,000

PRIX TERMINAUX.

999 Lots de	$100, soit	99,900
999 Lots de	$100,	99,900
2,154 Lots se montants à		$1,054,800

On demande des agents partout.

Ecrire pour prix à payer par les Chevis, en pour tous renseignement que l'on voudrait avoir. S'adresser en consequent. Votre écriture devra être claire et la signature lisible. On s'assurera un envoies plus rapide de la Poste en envoyant une enveloppe portant l'adresse en plein.

IMPORTANT.

Remises par Postal Notes, Express Money Order, en change de New York, dans des lettres enregistrées. Monnaie courante par l'Express.

Prière de s'adresser à

M. A. DAUPHIN,

Nouvelle-Orléans, Lou.

Adresser vos lettres enregistrées ainsi : Portant à la

New Orleans National Bank,

New Orleans La.

RAPPELEZ-VOUS que le paiement de tous les LOTS GAGNANTS PAR QUATRE DES QUATRE BANQUES NATIONALES DE LA NOUVELLE ORLEANS, et que les billets sont signés par le Président et les Contrôleurs des dites Banques, dans une de ces Banques, ainsi que par les fidéicommissaires de la Compagnie.

Souvenez-vous donc des conséquences et des plans sauvages, et n'achetez que des billets qui portent la signature de deux banques qui ont été choisies par des Commissaires nommés par la Législature, et dont la bonne foi et la probité sont connues de tout le monde.

Souvenez-vous que le tirage se fait publiquement sous la surveillance de Commissaires nommés par la Législature, et que les billets sont signés par des personnes en qui nous avons confiance.

Souvenez-vous que la Compagnie n'a pas le droit de transférer ou de renouveler aucun billet, et que le paiement de tous les lots gagnants est garanti par les Banques ci-dessus mentionnées.

Souvenez-vous que la Compagnie a fait un contrat avec le Général G. T. Beauregard, de la Nouvelle-Orléans, et le Général Jubal A. Early, de Lynchburg, Virginie, pour gérer et contrôler personnellement les tirages mensuels et semi-annuels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons en personne ces tirages qui nous en donnons l'assurance, ont bien avec la plus grande honnêteté, la plus grande largeur et la plus parfaite bonne foi vis-à-vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ses annonces, de ces certificats, auquel nous jugeons le fac-simile de nos signatures.

G. T. Beauregard
Jubal A. Early
Commissaires

ANNONCES JUDICIAIRES.

CHAMBRE PAR LE SHERIFF.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente de bail et droit d'occupation, &c.

Rochereau & Degnaan vs veuve T. J. Allison.

Cour civile de District pour la paroisse d'Orléans—No 28,993—En vertu d'un alias writ de fieri facias de Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse des Encanteurs, Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre la rue Gravier et Commercial Alley, dans le premier district de cette ville, le LUNDI, 21 avril 1890, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir—

Le bail et le droit d'occuper le local No 117 rue Carondelet, commencant le 1er septembre 1889 et finissant le 30 septembre 1893, à raison d'un loyer annuel de $900, divisé en 12 paiements partiels de $75 00 chacun, payable le dernier jour de chaque mois. Bail passé et fait par A. Rochereau & C. T. Dugasson à Mme Julia Broussard, veuve de Thomas Jefferson Allison, le 5 août 1889.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

CHAS. W. DROWN,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
10 avril—10 14 18 21

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente du droit d'occupation.

Frank Hochinger vs Ses Créanciers.

Cour civile de district pour la paroisse d'Orléans—No 29,509—En vertu d'un ordre de vente daté du 9 avril 1890, à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse des Encanteurs, Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre Gravier et le Commercial Place, dans le premier district de cette ville, le SAMEDI 10 mai 1890, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un certain lot de terre ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, et tous les droits voies, privilèges et dépendances qui y appartiennent, situé dans le Quatrième District de cette ville, dans l'Ilot borné par les rues Jackson, Chippewa, Annette et Delord, désigné comme lot o Onze de l'Ilot No Dix, sur le plan original du Faubourg Lafayette, déposé à l'étude de Auguste Roman, ancien notaire dans cette ville, lequel dit lot de terre mesure à la mesure française, soixante pieds de face à la rue Jackson, sur cent vingt pieds de profondeur. Ensemble avec toutes les autres dépendances du fonds capital de la Banque des Citoyens qui y sont actuellement.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Termes et conditions.—Comptant pour payer la réclamation du plaignant la somme de quatre cent quatre-vingt-quinze piastres 00/100 (495 00) avec dix pour cent d'intérêt du 1er mars 1881 et une somme de neuf cent soixante piastres avec huit pour cent d'intérêt du 1er décembre 1881, et huit pour cent d'intérêt par an sur cent soixante piastres du 1er décembre 1883, et avec huit pour cent d'intérêt par an sur cent soixante piastres du 1er décembre 1884, et avec huit pour cent d'intérêt par an sur cent soixante piastres du 1er décembre 1885, et avec huit pour cent d'intérêt par an sur cent soixante piastres du 1er décembre 1886, et les frais et charges du procès et de la vente et les taxes d'Etat et de ville dues sur la dite propriété.

2e Et sur les termes de crédit pour faire face au billet hypothécaire de $720, daté le 2 mars 1889, payable deux ans après date, avec 8 0/0 d'intérêt par an à partir de sa date jusqu'à paiement; 5 0/0 frais d'avocat sur le montant en litige, et les frais et charges du procès et la vente et les taxes d'Etat et de ville dues sur la propriété.

3e Et la balance s'il y en a comptant.

Et pour la seconde propriété : 1er comptant pour payer le billet hypothécaire de $ 70, daté le 2 mars 1889, payable deux ans après date, avec 8 0/0 d'intérêt par an à partir de sa date jusqu'à paiement; 5 0/0 frais d'avocat sur le montant en litige, et les frais et charges du procès et de la vente, et les taxes d'Etat et de ville dues sur la propriété.

2e Et sur les termes de crédit pour faire face au billet hypothécaire de $170, daté le 2 mars 1889, payable deux ans après sa date, avec 8 0/0 d'intérêt par an à partir de sa date jusqu'à paiement et

3e Et la balance s'il y en a comptant.

CHAS. W. DROWN,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
9 avril—9 16 23 30—mai 7 14.

ANNONCE JUDICIAIRE.

The Citizen's Bank of Louisiana vs Mme Therese Dietrich Girardeau et als.

Cour civile de district pour la paroisse d'Orléans—No 29,629—En vertu d'un writ de fieri facias émané par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse des Encanteurs, Nos 72 et 74 rue St-Charles entre les rues Gravier et Commercial Place, dans le premier district de cette ville, le SAMEDI 10 mai 1890, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un certain lot de terre ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, et tous les droits voies, privilèges et dépendances qui y appartiennent, situé dans le Quatrième District de cette ville, dans l'Ilot borné par les rues Jackson, Chippewa, Annette et Delord, désigné comme lot o Onze de l'Ilot No Dix, sur le plan original du Faubourg Lafayette, déposé à l'étude de Auguste Roman, ancien notaire dans cette ville, lequel dit lot de terre mesure à la mesure française, soixante pieds de face à la rue Jackson, sur cent vingt pieds de profondeur. Ensemble avec toutes les autres dépendances du fonds capital de la Banque des Citoyens qui y sont actuellement.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Termes et conditions.—Comptant pour payer la réclamation du plaignant la somme de quatre cent quatre-vingt-quinze piastres 00/100 (495 00) avec dix pour cent d'intérêt du 1er mars 1881 et une somme de neuf cent soixante piastres avec huit pour cent d'intérêt du 1er décembre 1881, et huit pour cent d'intérêt par an sur cent soixante piastres du 1er décembre 1883, et avec huit pour cent d'intérêt par an sur cent soixante piastres du 1er décembre 1884, et avec huit pour cent d'intérêt par an sur cent soixante piastres du 1er décembre 1885, et avec huit pour cent d'intérêt par an sur cent soixante piastres du 1er décembre 1886, et les frais et charges du procès et de la vente et les taxes d'Etat et de ville dues sur la dite propriété.

L'acquéreur assumera en outre le résidu du dit stock hypothécaire de quatre mille piastres 00/100, mais pouvant être réclamé suivant la charte et les lois de la banque à savoir : La somme de six mille dollars cent quarante-quatre dollars 44/100 à-mesure toutes les obligations d'un actionnaire de la Banque des Citoyens, conformément à sa charte et les lois, jusqu'au prix de l'adjudication, s'il y en a, comptant.

CHAS. W. DROWN,
Shérif Civil pour la Paroisse d'Orléans.
9avril—9 16 23 30—7 10mai.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Succession de John L. Sterry.

Cour civile de district pour la paroisse d'Orléans—No 29,603—En vertu d'un ordre de Cour, daté le 31e mars 1890, approuvant et homologuant les délibérations de l'assemblée de famille tenue à l'étude d'Ephémin H. Sterry, un intéressé, pardevant Andrew Hero, jr., notaire, le 16 mars 1890, ordonnant la vente de la portion des biens indivis entre les héritiers de feu John L